

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS
A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 35 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Un discours de M. Desmons

Nous sommes heureux de publier à cette place le discours prononcé par M. le sénateur Desmons en prenant possession de la présidence du groupe de la gauche démocratique au Luxembourg.

L'importance de ce document n'échappera pas à nos lecteurs à cause de la mise au point de toutes les questions vitales qui intéressent en ce moment le pays.

Les catastrophes de l'Extrême-Orient, les violences calculées qui ont marqué la fin de la session parlementaire ont empêché de donner à ce magistral langage toute l'attention qu'il mérite, mais qui reste d'actualité aujourd'hui comme hier.

M. le sénateur Desmons, s'adressant à ses collègues, s'est exprimé ainsi :

Permettez-moi, tout d'abord, de vous remercier bien vivement du grand honneur que vous m'avez fait, en m'appelant cette année à la présidence de notre groupe. Je suis très touché de ces sentiments d'affection que vous m'avez spontanément et si généreusement exprimés.

Toutefois, me rappelant les mérites de ceux qui m'ont précédé à cette place, et en présence des difficultés de la période troublée que nous traversons, je ne vous dissimulerai pas combien je redoute la responsabilité que j'assume en acceptant une pareille tâche.

Ce qui me rassure, messieurs, c'est de penser qu'à défaut de toute autre qualité, je vous apporte, avec mon passé de vieux républicain, le sincère désir de bien faire ; c'est aussi la certitude que je puis compter sur l'entière bienveillance de chacun de vous et en particulier sur le concours absolument dévoué, je le sais, de tous les membres du bureau et du comité de direction.

Ainsi, la main dans la main et le cœur haut, nous pourrons, malgré l'abandon regrettable et momentané, je l'espère, de quelques-uns de nos anciens amis et avec l'aide de nos vaillantes et nouvelles recrues, continuer notre œuvre et poursuivre le but que se sont proposés les fondateurs du groupe de la gauche démocratique.

Ce but, quel est-il ? C'est celui qui se trouve nettement indiqué dans le discours d'installation des divers présidents qui depuis bientôt dix ans se sont ici succédé : c'est la marche en avant dans la voie des réformes politiques, démocratiques et sociales.

Mais, pour nous permettre de travailler à la réalisation de ce programme qui est toujours le nôtre, ne faut-il pas tout d'abord détruire tous les obstacles qui, depuis plusieurs mois, dressent de nouveau contre le principe même de la République.

C'est à cette pensée qu'a obéi notre groupe lorsque, il y a plus d'un an, en présence des ennemis de la République qui relevaient la tête, il a provoqué au sein du Parlement la création d'un comité de vigilance républicaine. C'est cette même pensée qui l'a poussé plus tard de concert avec les autres groupes de la Chambre et du Sénat, à favoriser la constitution d'un ministère de défense républicaine, qui l'a amené, avec l'appui sincèrement promis et fidèlement donné des hommes les plus considérables du parti républicain, à triompher des longues et légitimes hésitations de ceux qui composent ce ministère et qui ne l'ont accepté, à une heure où les avenues du pouvoir étaient plus désertes qu'aujourd'hui, que par patriotisme et par dévouement.

C'est encore cette même pensée qui, depuis la constitution de ce ministère, a dicté à notre groupe sa tactique quotidienne, ses votes, ses ordres du jour tendant à soutenir ces hommes qui, depuis qu'ils ont consenti à prendre en mains le pouvoir, n'ont point hésité à faire front à tous les adversaires de la République et à combattre tous ceux qui,

sous des noms nouveaux, équivoques ou retentissants, ont essayé de battre en brèche nos institutions républicaines.

Mais je crois être l'interprète fidèle du groupe tout entier en exprimant le vœu que le ministère qui aujourd'hui a délayé le terrain, qui a rétabli la confiance dans les esprits, qui a permis aussi aux nombreux étrangers de contempler, sans avoir à redouter le désaccord dans la rue, les merveilles accumulées de notre admirable Exposition, qui a su relever ceux qui avaient été injustement ou illégalement frappés, sans avoir à flétrir d'une flétrissure indélébile tous les criminels impunis, qui a su tout récemment encore par la bouche du ministre de la guerre, préciser admirablement le véritable et glorieux rôle de l'armée, consistant « à défendre avec un égal dévouement la frontière et la loi, la Constitution et la Patrie », je suis, dis-je, l'interprète fidèle du groupe en exprimant le vœu que ce ministère sorte de la période de la défensive et entre résolument dans une période nouvelle, dans une période essentiellement active et réformatrice.

Certes, je n'ai garde d'oublier les lois importantes qu'il a proposées et que le Parlement a votées.

Faut-il citer, par exemple, la loi sur l'armée coloniale, la loi sur la défense de nos côtes, la loi concernant la perfection de l'outillage de nos ports de guerre, la loi relative au droit pour les départements et les communes d'édicter les conditions de travail dans leurs diverses adjudications, celle qui touche les accidents, le travail des femmes, les syndicats, la réorganisation du conseil supérieur du travail, etc. etc. ?

Mais ai-je besoin d'insister pour vous rappeler que là ne se borne pas notre ambition ? Elle est plus grande et plus haute.

En présence des faits qui nous sont tous les jours signalés par nombre de nos amis des départements, n'y a-t-il pas lieu d'engager le gouvernement à inviter tous les fonctionnaires, à tous les degrés de la hiérarchie, laïques ou ecclésiastiques, militaires ou civils, à se rappeler que leur premier devoir consiste, non à entourer d'un respect platonique et souvent plus apparent que réel le gouvernement qui leur fait l'honneur de leur déléguer le pouvoir, mais bien de le servir loyalement et sans réserve, et que traités à la République sont ceux qui profitent de leur situation privilégiée pour jeter le discrédit sur nos institutions et sur ceux qui les représentent ?

N'y a-t-il pas lieu aussi et surtout de décider le gouvernement à préparer pour la rentrée des Chambres la discussion des projets de loi que nous aurions désiré voir se produire dans cette session à la tribune du Parlement et que seules les interpellations sans cesse renouvelées de nos adversaires ont dû faire renvoyer à une époque ultérieure.

Parmi ces projets de loi, messieurs, ne traduirai-je pas votre sentiment en vous citant les projets relatifs : à la réforme de l'impôt à la réforme de l'instruction secondaire, aux associations, à la création de la caisse des retraites de la vieillesse.

Pas besoin, n'est-ce pas, de les développer devant vous. Il suffit de les indiquer. Ce ne sont pas pour vous, en effet, de nouveaux venus.

Ils sont inscrits depuis des années dans tous les programmes républicains. Chacun d'eux a été plusieurs fois examiné minutieusement, étudié par des commissions spéciales. L'heure est venue, cette fois, de les discuter publiquement et de les faire passer du domaine théorique et idéal dans celui de la réalité.

Eh bien ! messieurs, puisque, pour des raisons indépendantes de notre volonté, le Parlement n'a pu aborder ces divers sujets, à défaut d'un grand comité politique et républicain qui, selon moi, à cette heure, devrait être institué à Paris et rayonner dans la France entière, formons dans chacun de nos départements un comité départemental et profitons des vacances qui vont s'ouvrir pour faire tout autour de nous une vaste campagne de propagande destinée à préconiser ces diverses réformes et à les faire adopter par la grande majorité du parti républicain, qui saura bien les imposer à ses représentants et, par eux, au gouvernement.

Efforçons-nous en même temps de dissiper tout au tour de nous les regrettables malentendus qui existent actuellement dans l'esprit d'un certain nombre d'électeurs républicains.

Jadis, quand la lutte entre la République et la réaction était franche et loyale, quand les partisans de la monarchie, de l'empire ou du cléricalisme marchaient, enseignes déployées, à l'assaut de la citadelle républicaine, le peuple distinguait aisément le drapeau de la République et son choix n'était pas douteux.

Mais aujourd'hui que tout est confondu, aujourd'hui que les ennemis de la République, par une tactique nouvellement inspirée par un souverain étranger, sont les premiers à se proclamer républicains ;

Aujourd'hui que les mots de liberté, de tolérance, sont le plus hautement prononcés par ceux qui, de tout temps, ont été les plus implacables adversaires de ces nobles principes ;

Aujourd'hui que le patriotisme nous est contesté et semble devenir l'apanage exclusif de ceux qui manifestent le leur en excitant sans cesse les citoyens à la guerre civile ;

Aujourd'hui que le cri de « Vive l'armée ! » est surtout poussé par ceux qui veulent tromper la confiance, semer l'indiscipline dans ses rangs et l'émeuter contre la République.

Notre devoir n'est-il pas de contribuer, par tous les moyens, à détruire toutes ces erreurs, de combattre tous ces sophismes, de dévoiler toutes ces perfidies ?

Eh bien ! messieurs, c'est à cette œuvre de lumière et de progrès que vous convie votre président.

Soyez assurés que si, grâce à notre énergie, à notre activité, à l'union de tous nos efforts, de toutes nos bonnes volontés, nous réussissons à la mener à bonne fin, nous aurons fait une œuvre utile à notre parti, à la France et à la République.

EN CHINE

L'entente des puissances

Les échanges de vues se poursuivent activement entre les différents cabinets. Ils admettent comme hors de doute et comme base de leurs pourparlers que les représentants des puissances à Pékin sont sains et saufs, et que le gouvernement chinois prétend les retenir comme otages d'une manière plus ou moins déguisée, espérant ainsi diminuer les responsabilités personnelles pécuniaires et militaires qui pèsent sur lui.

Ils admettent également que le gouvernement chinois, en empêchant les chefs de légation de communiquer avec les puissances, se flatte d'obtenir de meilleures conditions parce qu'il n'aura pas, au cours des négociations qu'il veut dès maintenant entamer, à se disculper des accusations directes

de complicité que les ambassadeurs pourraient formuler contre lui.

Quoi qu'il en soit, la marche sur Pékin ne sera pas retardée et commencera vraisemblablement vers le 1^{er} août. Les troupes alliées suivront autant que possible la voie ferrée de Tien-Tsin à Pékin. (Havas).

Décret

L'Officiel d'aujourd'hui publie un décret portant prohibition jusqu'à nouvel ordre d'envois d'armes en Chine

INFORMATIONS

Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse

L'Officiel publie le chiffre des opérations effectuées par la caisse de retraites du 1^{er} au 30 juin 1900.

Reçu des déposants à Paris : 202,604 versements, dont 6,317 premiers versements montant à la somme de 3,149,571 fr. 53.

Dans les départements : 204,808, dont 14,956 premiers versements montant à la somme de 2,371,242 fr. 56.

Total : 5,550,814 fr. 45.

Il a été payé : 8,880,277 fr. 70.

Les incidents militaires de Chambéry

Le ministère de la guerre communique la note suivante aux journaux :

« A la suite des incidents de Chambéry, le commandant militaire local a infligé quinze jours d'arrêts de rigueur et huit jours d'arrêts simples aux deux officiers compromis. De plus, le ministre de la guerre a estimé que ces désordres ne se seraient pas produits si les officiers présents au banquet s'étaient trouvés en tenue militaire.

» L'autorisation du port d'habits bourgeois n'étant concédée par l'article 279 du règlement du 20 octobre 1892 qu'à titre de simple tolérance, le ministre a suspendu cette autorisation pendant trois mois pour la garnison de Chambéry. »

Inauguration de la statue de Lavoisier

Hier vendredi, a eu lieu, sur la place de la Madeleine, l'inauguration de la statue de l'illustre savant Lavoisier. MM. Darbour, Berthelot, Moissan, de Selves, Leygues, ministre de l'instruction publique, ont prononcé des discours.

La grève du Creusot

Les ouvriers des usines du Creusot sont en grève depuis quelques jours.

M. Schneider, le directeur des usines, n'a pas voulu céder aux revendications des ouvriers.

Des troubles éclatent sur tous les points entre les gendarmes et les grévistes.

Les événements semblent très graves et on craint de sanglants conflits.

Le gouvernement, dit-on, va intervenir énergiquement.

Le Procès Picquart

La Chambre des appels correctionnels a confirmé hier le jugement par lequel la neuvième chambre avait déclaré la juridiction correctionnelle compétente pour connaître du procès en diffamation intenté par M. le lieutenant-colonel Picquart au gérant du Jour et à MM. Galli et Possien.

Les Assomptionnistes

La cour d'appel de Rouen a rendu son arrêt sur l'appel interjeté par le journal le Petit Rouennais contre un jugement du

